

« L'association Espaces : l'insertion par l'écologie urbaine en Val de Seine »

De prime abord, l'expression "écologie urbaine" peut paraître paradoxale. Ne rappelle-t-elle pas la célèbre proposition d'Alphonse Allais visant à reconstruire les villes à la campagne ? On peut en sourire. Mais l'expérience menée par l'association Espaces depuis 1995 démontre que la mise en œuvre de projets à taille humaine peuvent déboucher sur la reconquête d'espaces naturels laissés en déshérence, voire mutilés après un siècle d'industrialisation des berges de la Seine à l'ouest de Paris, tout en aidant les plus déshérités à retrouver une activité professionnelle. Il en a fallu de la persévérance, de l'imagination, du dévouement et du courage pour que, partant de la rencontre de quelques militants associatifs unis par leur passion pour l'environnement, Espaces devienne un acteur reconnu de l'économie sociale dans les Hauts-de-Seine.



Sur fond d'île Seguin, les éco-cantonniers d'Espaces travaillent sur les berges de Meudon. © Fonds Espaces

DU CONSTAT À L'ACTION

A partir de 1992, deux associations tournées vers la défense de l'environnement, l'une locale, Val de Seine Vert, fondée à la suite de la fermeture du CIB, et l'autre, nationale, Espaces pour Demain, soutenue par EDF, ont décidé de mener ensemble des opérations de nettoyage des berges sur la rive gauche de la Seine, à Meudon et à Sèvres. C'était, au-delà de la bonne action, un moyen de signifier aux pouvoirs publics et aux collectivités locales que le réaménagement futur des terrains Renault devrait nécessairement comporter un volet écologique. De ces actions est née Espaces à l'automne 1994.

Cette action bénévole a permis d'effectuer un triple constat :

- 1 Malgré l'urbanisation et l'industrialisation du site, les berges sont toujours vertes et conservent un caractère extraordinaire avec leur chemin de halage et un milieu naturel bien préservé.
- 2 Cependant, la fermeture de l'usine, ayant eu comme conséquence immédiate la fin d'une présence humaine quotidienne, a entraîné une dégradation des lieux avec l'accumulation de dépôts sauvages de gravats divers.

- 3 La présence de nombreux SDF : une présence emblématique au moment où, à travers les débats de la campagne présidentielle de 1995, la France prend conscience de l'existence de la " fracture sociale ".



© Fonds Espaces

Yann Fradin – l'actuel Directeur général d'Espaces- fait partie des bénévoles qui participent à ces premières actions sur le terrain. Il est déjà engagé dans l'économie sociale comme consultant en développement local. Il a alors l'idée, pour reprendre sa propre expression, " de traiter la réhabilitation de ces sites de façon sociale ". Il va donc monter un projet permettant de faire d'une pierre deux coups : pérenniser l'entretien des berges nouvellement reconquises, tout en engageant un traitement social de la présence des SDF.

Janvier 1995, Espaces vient d'inventer les chantiers d'insertion. Le principe consiste à utiliser les contrats aidés du traitement social du chômage – à l'époque les CES : Contrats Emploi-Solidarité – en allant au-delà du

simple CDD à temps partiel sans lendemain pour en faire un outil d'accompagnement social et professionnel.

Yann Fradin ajoute : " ces chantiers d'insertion, désormais labellisés par la loi et inscrits dans le Code du Travail, sont de véritables tremplins destinés à aider des gens peu qualifiés et en grande difficulté économique et sociale. Grâce à cet emploi ils vont pouvoir s'en sortir et se former à un métier ; en l'occurrence à un métier de l'environnement, puisque c'est la vocation d'Espaces ».

LE TEMPS DE LA CROISSANCE

L'idée forte qui sous-tend la mise en œuvre des chantiers d'insertion, c'est la volonté de créer une structure dont la priorité va être la création d'emplois ; une structure relevant de l'économie sociale mais avec une dimension entrepreneuriale (cf. : encadré page 4).

Néanmoins, même avec la meilleure volonté du monde, la réinsertion des SDF et des chômeurs de longue durée requiert un professionnalisme que ne possédaient pas d'emblée les fondateurs d'Espaces. Ceux-ci décident de ne pas " réinventer la poudre "

Daniel Labbé et le développement d'Espaces

Daniel Labbé, ancien responsable syndical CFDT, qui nous a quittés voilà près de 3 ans maintenant, avait une qualité rare à notre époque : ses actes concrets dans " la vie ordinaire " étaient en parfait accord avec ses paroles en public ou ses croyances affichées.

Ainsi confiait-il qu'il trouvait logique d'engager la fermeture de l'usine de Billancourt, devenue inexploitable dans des conditions modernes d'organisation et de performances économiques admissibles. Mais il ajoutait aussitôt qu'il mènerait la vie dure aux patrons que nous étions pour que nous trouvions en-

semble les solutions acceptables pour le reclassement des membres du personnel potentiellement menacés d'exclusion.

Lui-même faisait preuve d'imagination, au sein de son syndicat, pour créer les structures extérieures à l'entreprise susceptibles d'aider à la recherche de nouveaux emplois.

Ainsi en a-t-il été de " Starter ", association qui a ensuite hébergé " Espaces " que nous vous faisons découvrir dans cet article construit à partir de l'interview de son directeur général, Yann Fradin, que Daniel Labbé, en toute légitimité, estimait beaucoup.

Michel Auroy,
ancien Directeur de l'Usine de Billancourt

Les éco-cantonniers d'Espaces pratiquent une fauche sur le chemin de halage à Sèvres.
© Fonds Espaces



et, connaissant l'existence de Starter, font appel à cette structure créée à l'initiative de Farouk Belkedar, ancien formateur chez Renault, et de Daniel Labbé, délégué syndical CFDT du site de Billancourt, pour accompagner le reclassement des AP du CIB les plus en difficulté (cf. : encadré de Michel Auroy ci-dessus).

Starter va donc héberger le premier siège social d'Espaces dans ses locaux au 138 rue du Vieux-Pont-de-Sèvres, lui transmettre son savoir-faire en matière de réinsertion et même lui fournir l'encadrant qui va diriger le premier chantier. En janvier 1995, Espaces démarre avec 2 permanents et 5 salariés en insertion.

Aujourd'hui, début 2009, l'association qui compte 50 permanents et 103 salariés gère un budget de 4,5 M€. Cette croissance démontre à elle seule le succès de l'entreprise. Un succès fondé sur ce que Yann Fradin appelle la " co-construction de l'action publique " et qui ne doit en aucun cas être assimilée à de la charité ou à des dons. L'action d'Espaces est également soutenue par ses 400 adhérents parmi lesquels figurent un certain nombre d'anciens Renault.

Chaque chantier d'insertion est un centre de profit dont les comptes doivent s'équilibrer. Les salariés en insertion bénéficient de contrats d'une durée de 8 à 24 mois sur la base de 26 heures par semaine – Contrats d'Avenir et Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi qui ont succédé aux CES – dont la rémunération est prise en charge à 90 % par l'État. Les 10 % restant, ainsi que les salaires de l'encadrement, le financement des infrastructures et du matériel sont à la

charge d'Espaces. Néanmoins, l'association bénéficie de plusieurs financements au titre de l'action menée en faveur de l'insertion, de la protection de l'environnement et de la promotion de la biodiversité. Ses bailleurs de fonds sont naturellement l'État et le Conseil Général des Hauts-de-Seine et le Conseil Régional d'Île-de-France mais aussi les communes concernées, la Communauté d'agglomération du Val-de-Seine et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. Chacune de ces subventions est affectée à un chantier précis. Espaces est une " machine " à construire des politiques publiques sur la base d'une ingénierie financière originale qui s'adapte en permanence à l'évolution des priorités définies par l'État : les SDF, les handicapés, la biodiversité, ...

Comme l'explique Yann Fradin : " on met en œuvre une gestion moderne de l'action publique. On va rassembler des financements différents pour un même et double enjeu ; c'est typiquement ce que l'on fait pour l'insertion et l'environnement. D'un côté on a des gens qui n'arrivent pas à travailler et on va récupérer des subventions pour les remettre au travail. De l'autre côté on a des sites mal gérés – voire pas gérés du tout – et on va là aussi solliciter d'autres subventions pour leur réhabilitation ".

DES PAYSAGES CONSERVÉS ET RENOUVELÉS

" Sous les pavés, la plage ! " pouvait-on lire sur les murs de la Sorbonne en mai 1968. " Sous le béton, la nature sauvage ! " pourrait être le slogan affiché 41 ans plus tard par Espaces.

Le premier chantier ouvert en janvier 1995, celui des berges de Seine rive gauche, est toujours actif. Les " éco-cantonniers " – terme choisi parce qu'il fait référence à la responsabilité d'un territoire – d'Espaces ont commencé par nettoyer et élaguer afin de remettre en état le chemin de halage depuis l'île Monsieur et l'ancien port de Sèvres jusqu'au pont d'Issy, en passant par les friches libérées par Renault à Meudon.

Ensuite, sur l'île Saint-Germain, il y a eu d'abord la participation à la réalisation des " jardins imprévus " avec élaboration d'un topoguide par deux adhérentes de l'association ; puis l'aménagement expérimental du petit bras de la Seine sur la base des techniques innovantes du génie végétal. C'est-à-dire en n'utilisant que des pieux de bois, de la terre et des espèces adaptées, sans faire appel au béton armé ; au grand dam des ingénieurs des Ponts...

Cette technique ayant fait ses preuves, elle sera réutilisée à plus grande échelle, côté Boulogne-Billancourt, pour implanter dès 2001 une roselière au niveau du pont Daydé et de l'ancien port à matériaux de Renault. Cet ouvrage, point fort de l'aménagement des berges de la rive droite du Val-de-Seine, a été labellisé par le Ministère de l'Écologie et du Développement durable.

Les éco-cantonniers sont également intervenus sur les talus du tramway T2 et ceux des voies ferrées classiques du Département, pénétrant même jusque dans Paris intramuros, le long de la Petite Ceinture, entre Auteuil et Passy.

Dernier exemple de chantier réussi : le Domaine national de Saint-Cloud. Démarré en 1996, sa vocation est de former des

jeunes aux métiers d'agents d'environnement en espaces boisés. Son originalité réside dans la réintroduction des chevaux de trait qui sont utilisés pour le débardage des troncs comme pour l'enlèvement des déchets.

La finalité de ces chantiers est de construire –ou de reconstruire–, quand il en est encore temps, des continuités écologiques et paysagères. Les habitants le souhaitent, car plus l'urbanisation progresse, plus la demande de conservation et de réhabilitation des espaces naturels augmente.

LES ENJEUX D'UNE INSERTION RÉUSSIE

L'objectif premier est que les salariés embauchés en contrats aidés réalisent un véritable travail, même si leur productivité demeure souvent aléatoire, s'agissant de SDF en grande galère et de chômeurs de longue durée ayant perdu l'habitude de travailler quotidiennement. D'où la nécessité de conserver la présence d'un encadrant pour sept personnes.

Mais, à terme, l'enjeu c'est de permettre aux salariés d'Espaces de reprendre un travail à plein temps au sortir de la phase d'insertion et d'apprentissage. Et c'est pendant cette période que l'association tente de résoudre tous les multiples problèmes sociaux que rencontre naturellement cette population largement marginalisée. Ça commence par le logement, mais ça concerne aussi bien la santé que la reconstruction des liens humains et sociaux.

Espaces a conservé l'approche initiée par Farouk Belkedar, Directeur de Starter, dont le principe structurant n'est pas d'aider par une prise en charge directe, mais consiste à accompagner, à responsabiliser et à donner

aux individus l'envie de changer de vie et de retrouver l'estime de soi. C'est un parcours parfois très long, au cours duquel certains vont devoir réapprendre à vivre entre quatre murs, à combattre leur addiction à l'alcool ou à la drogue et à reprendre l'habitude de consulter un médecin ou un dentiste. C'est tout le référentiel de la précarité et de la galère qu'il va falloir abandonner. Et c'est dans le cadre du travail en équipe que s'effectue cette indispensable prise de conscience individuelle qui va amener une reconstruction aussi bien personnelle que professionnelle.

Il convient toutefois de noter qu'Espaces est sur un créneau d'emploi très particulier qui favorise le placement de ses salariés à l'issue de leur formation. En effet, Paris et sa petite couronne n'accueillent qu'un très petit nombre de formations horticoles, alors que dans le même temps les entreprises spécialisées dans les espaces verts d'Ile de France ne parviennent pas à pourvoir 30 % de postes vacants, tous niveaux confondus. Car comme se plaît à le dire Yann Fradin : *"les métiers de la nature sont en ville !"*. Une réalité que les organismes de formations initiales et continues n'ont pas encore appréhendée.

Ce qui caractérise l'intervention d'Espaces, c'est d'aller à l'inverse de la logique administrative classique. Comme le souligne son Directeur général : *"traditionnellement, pour réaliser ce type de travaux, les collectivités passent des marchés ou embauchent des fonctionnaires sans effectuer le moindre travail social ; alors que dans le même temps, leurs services sociaux dépensent énormément d'argent pour tenter de remettre au travail des gens qui n'en trouveront pas !"*.

Depuis 1995, ce sont environ 800 personnes qui sont passées par les chantiers d'insertion organisés par Espaces. 30 % sont aujourd'hui en intérim ou en CDD – une situation courante dans ce secteur d'activité où les PME sont majoritaires –, 10 % d'entre eux ont été embauchés en CDI – un chiffre qui peut paraître modeste mais qui doit être apprécié à l'aune du chemin parcouru par les intéressés – et 10 %, parmi les plus jeunes ont pu accéder à des formations diplômantes – BEP ou CAP.

Et si des anciens de Renault en fin de carrière ont été accueillis par Espaces de 1995 à 2002, ils sont tous désormais partis à la retraite. D'autres populations touchées par les fermetures d'entreprises les ont remplacés ; d'abord les employés des blanchisseries et aujourd'hui les Arméniens des dernières entreprises textiles de Clamart et d'Issy-les-Moulineaux qui ferment les unes après les autres.

Pour Yann Fradin, il est clair qu'une association comme Espaces assure le rôle d'intégration qui autrefois était en partie assuré par les grandes entreprises – et Renault y a participé. Elles proposaient des formations pour les plus motivés ou des "petits boulots" pour les plus fragiles qui avaient la force de s'en sortir. Ces portes d'entrée directes dans la vie active, créatrices de lien social, n'existent plus. Place à la précarité ! Le recentrage autour du cœur de métier et l'externalisation sont passés par là. D'où sa question : *"Et quand au cours d'une vie quelqu'un dévisse, part en galère, sort des clous de la normalité, comment peut-il se récupérer ?"*.

Rédaction : Pierre Zigmant

POUR EN SAVOIR PLUS :
www.association-espaces.org

L'ÉCONOMIE SOCIALE, UN SECTEUR CRÉATEUR D'EMPLOIS ET DE RICHESSES :

>> 210 000 EMPLOYEURS (majoritairement des associations – 80% –, mais également des coopératives, des mutuelles et des fondations) répartis sur l'ensemble du territoire et exerçant dans des secteurs d'activité variés : médical, services à la personne,

assurances, insertion, animation culturelle et sociale, tourisme social, logement social, ...

>> PLUS DE 2 600 000 SALARIÉS (CDD et CDI confondus).

>> Une masse salariale d'environ 57 MILLIARDS D'EUROS par an.

>> 10% du PIB annuel de la France.

